

■ Évolution contrastée des indicateurs du recouvrement

Au mois d'octobre, les indicateurs du recouvrement sont contrastés. En effet, les impayés sont en légère hausse alors que les demandes de délais diminuent sensiblement.

Le taux d'impayés des entreprises de moins de 10 salariés affiche une hausse de 0,35 point sur un an, soit une augmentation supérieure à celle observée le mois précédent.

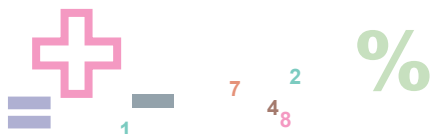
Cette dégradation intervient suite à la dernière échéance ; elle indique que la plupart des petites entreprises ont réussi à régler leurs cotisations trimestrielles mais aussi que les entreprises en difficulté sont plus nombreuses que l'an dernier notamment suite à des difficultés sur le 3^e trimestre. Parallèlement, nous observons toujours un taux de ponctualité des paiements en légère progression de 0,18 point. En octobre pour les petites entreprises, les demandes de délais s'affichent sans tendance (+ 0,3 % sur un an glissant). La comparaison sur les trois derniers mois connus fait néanmoins ressortir une baisse notable de 3,2 %. Cela étant, les demandes de délais demeurent à un niveau élevé pour cette tranche d'effectifs.

Dans le même temps, les entreprises de plus de 9 salariés affichent un taux d'impayés stable en un an. Cette stabilité s'explique par une amélioration de ce taux dans les PME (10 à 249 salariés). Les taux des impayés pour les grandes entreprises (250 à 1 999 salariés) et les très grandes entreprises (2 000 salariés et plus) sont toujours en hausse du fait d'un nombre très restreint d'entreprises. Par ailleurs, le taux de ponctualité de paiement des PME progresse de 0,43 point. Sur l'ensemble des entreprises de plus de 9 salariés, les demandes de délais sont toujours en diminution sur un an glissant (- 2,4 %). Cette évolution de tendance, à l'inverse de celle observée les derniers mois, est la conséquence de la forte baisse observée sur trois mois glissants (- 15,1 %).

Chiffre du mois

109 483

cotisants ont été reçus dans les 9 centres d'accueil de l'Urssaf Ile-de-France au 30 septembre 2014.



Indicateurs internes à la gestion de l'organisme

Évolution annuelle à fin octobre 2014

Entreprises - 10 salariés

Taux de couverture immédiat	+ 0,18 pt
Taux des restes à recouvrer	+ 0,35 pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	+ 0,3 %

Entreprises + 9 salariés

Taux de couverture immédiat *	+ 0,43 pt
Taux des restes à recouvrer	+ 0,00 pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	- 2,4 %

* hors entreprises de plus de 250 salariés

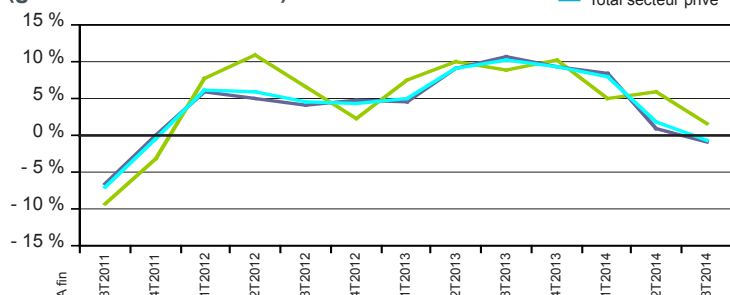
Taux de couverture immédiat : propension des cotisants à régler spontanément leurs cotisations.

Taux des restes à recouvrer : montant des cotisations non soldées par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises.

Évolution des taux des restes à recouvrer en point (glissement annuel)



Évolution des demandes de délais (glissement sur 12 mois)



■ La baisse des DPAE en CDI s'accroît

À fin septembre, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) hors intérim est en hausse de 3,2 % sur un an glissant sous l'influence des CDD de moins d'un mois (+ 5,0 % sur un an glissant). Par contre, l'évolution du nombre de DPAE en CDI est toujours négative (- 2,9 %). Le recul diminue par rapport au mois dernier suite à un mois de septembre dynamique, grâce, en partie, à la présence de cinq lundis. La part des CDI dans le total des embauches hors intérim tombe cependant à 14,7 % (0,9 point sur un an). La comparaison des trois derniers mois par rapport aux trois mêmes mois de 2013 fait ressortir une diminution plus faible de 1,3 %. Alors que le retournement de tendance semblait se confirmer sur les CDD de plus d'un mois, le nombre de DPAE pour ce type de contrat stagne (+ 0,2 % sur un an glissant).

■ Un nouveau trimestre relativement favorable à l'emploi

Au 2^e trimestre 2014, l'emploi salarié privé en Ile-de-France poursuit sa relative augmentation (+ 0,1 % par rapport au trimestre précédent). Près de 5 500 emplois ont été créés durant trois mois. Grâce à la bonne dynamique du 1^{er} semestre 2014, l'emploi s'affiche en hausse sur un an (+ 0,4 %), le niveau d'emploi francilien affiche une croissance de 18 300 salariés. L'emploi francilien confirme ainsi une meilleure tendance que l'emploi national (- 0,0 % sur un an). La masse salariale progresse de 2,0 % sur un an cumulé et la croissance du SMPT (salaire moyen par tête) demeure significative avec une hausse de 1,4 %. Le SMPT francilien s'établit ainsi, à 3 163 euros brut.

L'Urssaf Ile-de-France, observatoire statistique régional

Au fil des formalités remplies par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, les Urssaf collectent des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Ile-de-France est compétente auprès des acteurs économiques installés dans la région. En 2013, elle a collecté 100 milliards d'euros de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.

Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France

Évolution annuelle à fin septembre 2014

Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 12 mois glissants)	+ 3,2 %
Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 3 mois glissants)	+ 2,8 %
Nombre de CDI (sur 12 mois glissants)	- 2,9 %
Poids des CDI dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	14,7 %
Nombre de CDD de plus d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 0,2 %
Poids des CDD de plus d'un mois dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	12,1 %
Nombre de CDD de moins d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 5,0 %
Poids des CDD de moins d'un mois dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	73,2 %
Nombre de DPAE en CDI (sur 12 mois glissants)	1 028 103

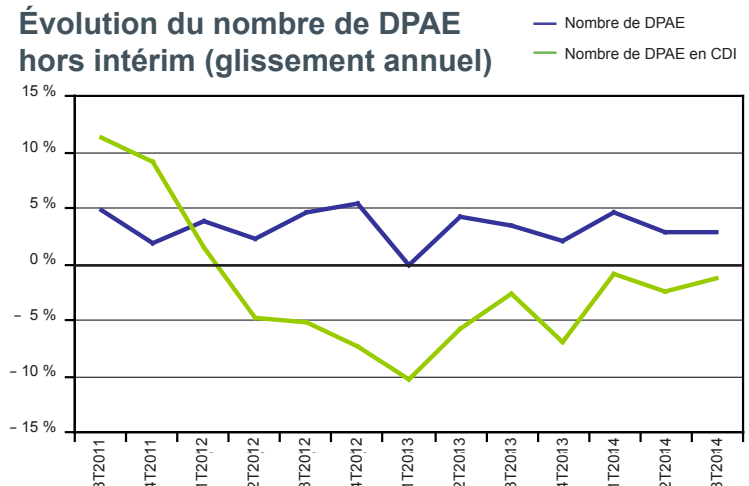
Évolution annuelle à fin juin 2014

Effectifs salariés	+ 0,4 %
Salaire Moyen Par Tête	+ 1,4 %
Niveau des effectifs privés (données désaisonnalisées)	4 527 971

Évolution annuelle du 2^e trimestre 2014

Assiette salariale	+ 1,8 %
--------------------	---------

Évolution du nombre de DPAE hors intérim (glissement annuel)



Évolution de la masse salariale, effectifs et salaires moyens

